

RUANDA-URUNDI

Service Pénitentiaire

MAISON

CENTRALE DE DETENTION

Nom : *Buzige, mukuru, umusirga*
Origine : *fil de Bazigura ded. et de*
Chefferie : *Uyiabatwari ded. coll.*
Poste : *Gakunga 1. Chef Turangugabo*
Profession : *Chef Gakwaru prov. Mubira Tuniti mul.*
N° du R. E. : *1589*
N° du R. M. P. : *2245/Ruh.*
N° Dactyl. :
Arrêté, le : *14. 9. 40*
Entré, le : *14. 9. 40*
Condamné, le :
1/4 de peine :
Sortie, le : *16. 9. 40*
Rapatrié, le :
Expulsé, le :
Décédé, le :

Le Gardien,



A. [Signature]

R. M. P. 2245/Ruh

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret
du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent quarante

le quatorzième jour du mois de septembre

à la requête de nous même

Officier du Ministère Public près le Tribunal

Nous Vanthier Daniel

Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de BURIGE, mulâtres, umurunga fils de Burigwa
d'ed. d'd. Gimbataware, ped. coll. Gabungu 2. chef Burunganga 2. chef Gabungu
prévenu de vol gros bétail au pâturage la nuit. par M. Mulera-Kuhungu
infraction prévue et punie par 18 art. 79 et 80 C. P. L. D.

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) les présomptions pesant contre Burige
sont graves et concordantes

(2) Ordonnons que le susdit Burigwa
sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

(2) Confirmons pour une durée de
la détention préventive ordonnée par le Tribunal de
en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que

à remettre en liberté
sans de preuves
Burigwa, le 16.9.40
R. M. P.
Vanthier

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.
(2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.
(3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Disons avoir lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner
du scandale par sa conduite, en outre à charge de

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

R. M. P. 2245/Ruh.

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI.

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret
du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent quarante
le quatorzième jour du mois de septembre
à la requête de moi-même

Officier du Ministère Public près le Tribunal

Nous Lanthier, Daniel

Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de Buzige, mupfuta, unu tanga fil de Bazige
déd. 1^{re} de Mirabatwau, ded. coll. Bahungu 2^e chef, mungu au gabo chef Bahungu
prévenu de vol gros bétail ou pâturage le nuit par. 1^{er} de la loi sur les délits
infraction prévue et punie par 1^{er} art. 79 et 80 O. P. L. II.

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) les présomptions tenant contre Buzige
sont graves et concordantes.

(2) Ordonnons que le susdit Buzige
sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

M. Lanthier le 14.9.40
R. M. P. Lanthier, D.
V. Lanthier

(2) Confirmons pour une durée de
la détention préventive ordonnée par le Tribunal de
en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que
à remettre en liberté
après 15 jours
Bahungu, le 16.9.40
R. M. P.
V. Lanthier

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.
- (2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.
- (3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Disons avoir lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner
du scandale par sa conduite, en outre à charge de

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

(1) Biffer la mention inutile.